

# « Êtes-vous convaincue que les avocats ne sont pas des nantis ? »

**RÉFORME DES RETRAITES.** Une quinzaine d'avocats des barreaux de Libourne et de Bordeaux a rencontré la députée LREM Véronique Hammerer. L'objectif? La dissuader de voter la loi sur la réforme des retraites et lui expliquer les conditions d'exercice de leur métier



La députée Véronique Hammerer a reçu des avocats des barreaux de Libourne et Bordeaux Photo CM

**D**epuis plus de 45 jours, les avocats de toute la France sont en grève. Cette longue et dure grève mobilise cette profession de 70 000 personnes, auxquelles il faut ajouter les nombreux collaborateurs. « Fait rarissime dans une profession protéiforme, le Gouvernement a réussi à unifier tous les avocats car notre colère est le signe de l'inquiétude de la société », a déclaré Caroline Bergeon, avocate à Blaye. Ils étaient donc une quinzaine à venir à la rencontre le 7 février de la députée LREM de la 11e circonscription, Véronique Hammerer. Menés par Daniel Picotin, avocat à Saint-Ciers-sur-Gironde et ancien député de la Haute-Gironde, les avocats ont longuement exprimé leurs griefs à la députée qui était à l'initiative de ce rendez-vous.

« Je n'ai pas toutes les compétences. Si la vous ai demandé de

allons beaucoup trop vite, a reconnu d'emblée la députée. Après deux ans de négociations, on s'aperçoit que cela ne va pas. Aujourd'hui, je ne sais pas si je vais voter la loi ou pas », a-t-elle introduit.

## La crise de la justice

« Êtes-vous indécise ou subissez-vous le Gouvernement? », a interrogé Daniel Picotin. L'avocat a exprimé le malaise plus global de la justice: les conditions déplorables des détenus en prison, la suppression de la mission sur les sectes, le manque de greffiers dans les tribunaux, le manque crucial de moyens. « Certains tribunaux n'ont même plus de papier pour imprimer les jugements », a déploré Christophe Doléac, avocat à Libourne. « En 2020, la justice est gérée par un algorithme: la rentabilité. On a tout essayé, on a réussi à mettre en dépression le monde judiciaire et dans la rue des milliers d'avocats. »

Concrètement, les observateurs

entraînerait une fermeture de 30 % des cabinets et en première ligne, les petits cabinets des milieux ruraux. « C'est la fin de nombreux petits cabinets et c'est le justifiable qui va en pâtir. S'il n'y a plus de cabinet en milieu rural, il n'y aura plus d'accès au droit. Pensez-vous que les habitants du nord Gironde iront jusqu'à Bordeaux chercher un avocat? », a questionné Valérie Kuznik, avocate à Cagnac. Sa collègue de Blaye, Caroline Bergeon, a attaqué sa plaidoirie par une phrase choc: « Êtes-vous convaincue que les avocats ne sont pas des nantis? Connaissez-vous le revenu moyen d'un avocat? » Si la députée n'a su répondre à ces questions, on lui a tout de même donné une réponse: un quart de la profession gagne moins de 1800 € net par mois. 70 % de charges sont à déboursier chaque mois, c'est-à-dire que sur 1200 € (avec TVA), il n'en reste que 360 € pour l'avocat et il lui reste encore à régler charges et impôts

s'est ensuite levé. Avec détermination et fermeté, les mots posés, la voix calme, il a plaidé comme au tribunal. « C'est un projet qui n'a pas été travaillé. Pendant deux ans, nous n'avons pas été concertés. Après 40 jours de grève, la perte de revenu est importante et chez nous, le chômage n'existe pas... Cette grève dure, c'est du jamais vu. La rencontre avec le Premier ministre n'a pas calmé les esprits. »

## Pas de concertation

« Que dénonçons-nous? », a poursuivi Christophe Doléac. « Pour bien comprendre, il faut refaire l'histoire. Il y a 70 ans, on nous a boutés du régime général. Aujourd'hui, on veut nous y rapatrier et nous prendre les 2 milliards d'euros pour abonder un régime déficitaire. Personne ne comprend rien à la réforme. Le Conseil d'État, qui l'a retoqué, n'a rien compris non plus avec ces cinq régimes spécifiques avec des sous régimes dérogatoires. » Notre combat

Pagnoux, avocat à Cadillac-sur-Garonne.

## L'inquiétude des jeunes

Parmi les avocats se trouvait une jeune élève avocate de 25 ans, Victoria Mathey. Après huit ans d'études, elle se demande si elle va prêter serment. « Vais-je pouvoir m'installer? Une chose est sûre: je vais mal gagner ma vie, je fais ça pour les justiciables et je suis inquiète, très inquiète. »

En quelques mots, le conseiller départemental MoDem de Blaye, Xavier Loriaud, présent dans le public, a résumé la situation: « Il y a un malaise profond. Ce qui m'inquiète, c'est la crise de défiance. La justice a mal, c'est un problème global qui ne cesse de se dégrader. » Pendant près de deux heures, la députée Véronique Hammerer a pris des notes. Elle reconnaît « un profond malaise », « un mal-être professionnel ». Persuadée que la concertation avait été menée avec les différentes professions, la députée a consenti ne pas avoir assez expliqué le sens de l'universalité de la réforme des retraites. « Mais je reste persuadée qu'elle peut être très bonne. Elle a des avantages et des inconvénients. Je veux vous revoir pour en parler. »

« En ce qui me concerne, je serai attentif à votre vote et si vous étiez amenée à voter cette réforme félonne, je ferai campagne contre vous et viendrai porter la contradiction dans chacun de vos meetings », a conclu Daniel Picotin.

## Christophe Meynard

*Précision: La photo montrant Me Picotin, qui illustre l'article sur la mobilisation des avocats, parue dans notre édition du 7 février est de*